

Rencontre avec les pôles de compétitivité et clusters d'entreprises d'Occitanie

Mardi 3 décembre 2024

NARBOVIA





Jalil BENABDILLAH

VICE-PRESIDENT en charge de
l'Économie, Emploi, Innovation
et Réindustrialisation





Conjoncture économique

- Chiffres clés Occitanie
- Perspectives
- Enjeux





L'économie de l'Occitanie en chiffres

PIB d'environ 200 Mds€

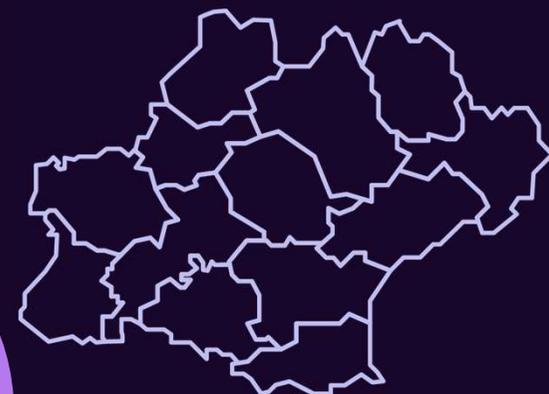
6M habitants avec une croissance démographique
de + 50 000 habitants par an

3ème région en nombre d'entreprises en 2023 :

1 343 000 entreprises

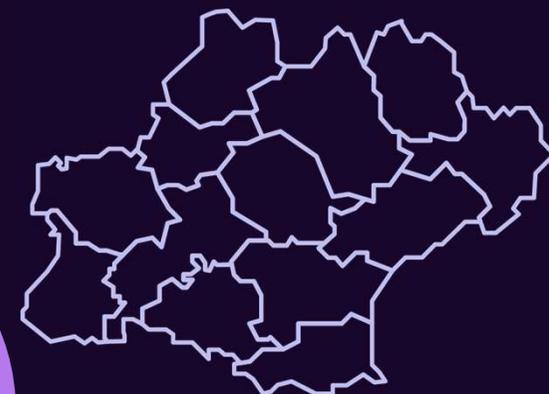
2,2 M salariés (+ 0,7% en 2023, soit + 15.000)

270.000 étudiants, dont plus de 25.000 élèves ingénieurs





L'économie de l'Occitanie en chiffres



Les grandes filières économiques régionales :

- Agriculture/agroalimentaire : 165 900 emplois (21% des emplois industriels dans l'agroalimentaire)
- Aéronautique : 69 000 emplois (24% de l'emploi industriel)
- Spatial : 12 600 emplois
- Santé : 25 000 emplois
- Numérique : 110 000 emplois dont 10 000 dans les ICC
- Energies : 30 000 emplois
- Eau : 7 000 emplois
- Nautisme : 2 000 emplois

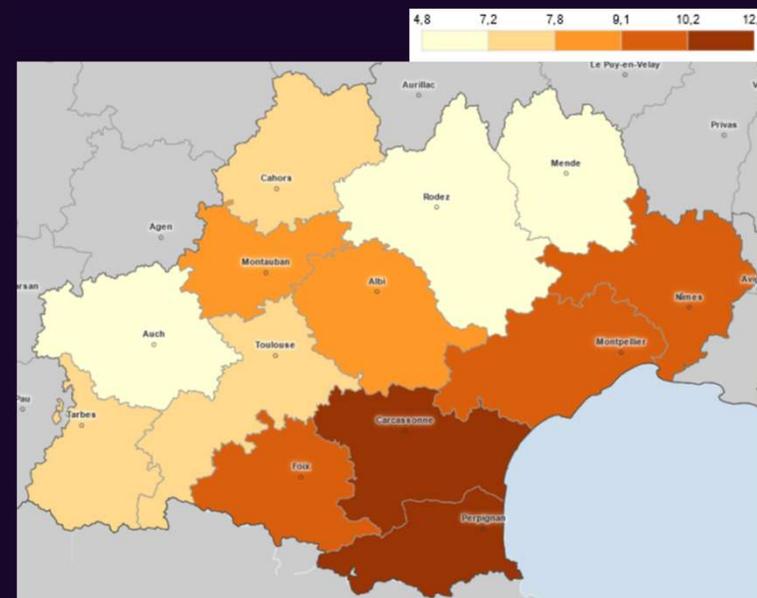
Industrie : 11,47 % de l'emploi salarié en 2023



L'économie de l'Occitanie en chiffres

Chômage 8,7% (Q2 2024)

quatre départements du littoral particulièrement touchés : Pyrénées-Orientales, Aude, Hérault et Gard. Ils figurent parmi les six départements de métropole où le chômage est le plus élevé, dépassant les 10 % et culminant à 12,4 % pour les Pyrénées-Orientales, département de France métropolitaine où le chômage est le plus élevé.



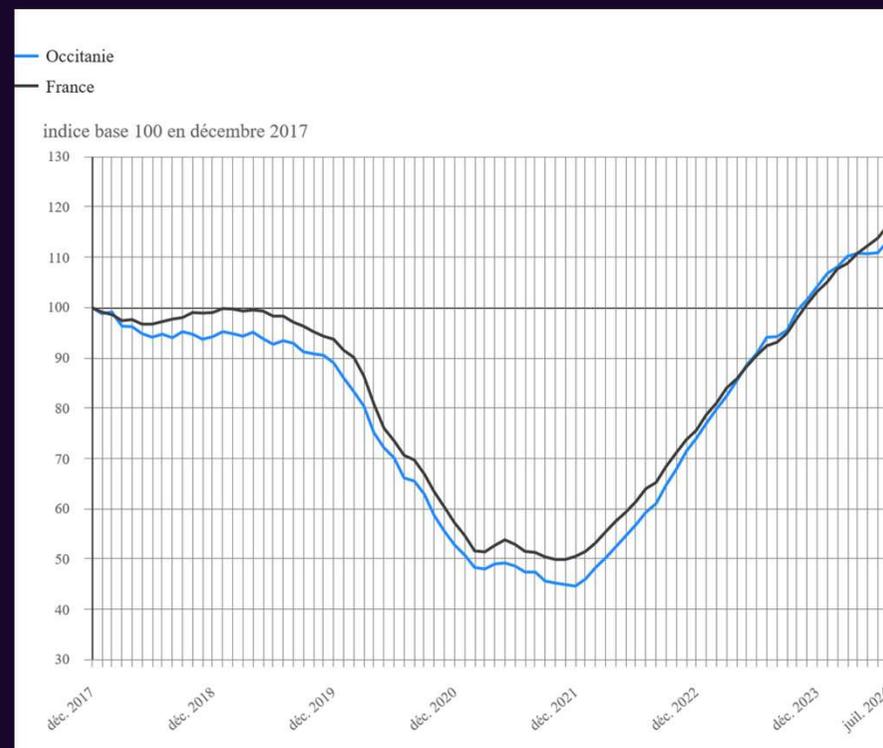
Taux de chômage au 2ème trimestre 2024 par département (en %)



L'économie de l'Occitanie en chiffres

Défaillances d'entreprises en forte hausse

Les défaillances augmentent fortement en 2023 – 2024, principalement en raison de la fin des mesures de soutien liées au Covid-19 et à des difficultés d'accès au crédit. Tous les secteurs connaissent cette hausse des défaillances, particulièrement dans la construction (+46 %) et l'immobilier (+67 %), sensibles à la hausse des taux d'intérêt. Le secteur des services aux entreprises est également affecté, tandis que la filière numérique résiste mieux.





L'Occitanie, région de l'innovation

- 1er rang national en volume de dépenses de R&D rapportées au PIB en soit 3,7% du PIB consacré à la R&D (la R&D privée représentant 57% du volume des dépenses et 2,1% du PIB)
 - seule région française dans le top 20 européen
- 8 pôles de compétitivité, dont 5 ont leur siège en région et une vingtaine de grappes, clusters et réseaux d'entreprises
- De nombreuses structures de transfert de technologies et de recherche partenariale : 2 SATT, IRT St-Exupéry, CEA Tech, 7 plateformes technologiques (PFT), 8 CRITT...
- La Région Occitanie concentre 10% des start-ups françaises à vocation industrielle



Régions européennes dont les dépenses de R&D > 3% du PIB



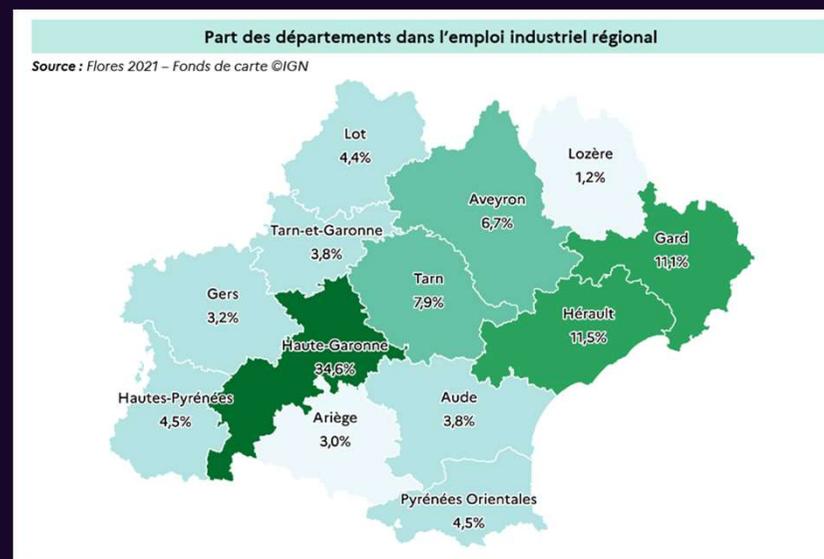
L'industrie en Occitanie

Poids relativement faible : 11% des salariés (214 303 salariés),
contre 13,5 % en moyenne nationale

7,1% de l'emploi industriel national vs 15,6% AURA, 12,8% IdF, 9,8%
Gd Est, 9,2% Hauts de France...

13 562 établissements industriels dont 66,4% de moins de 10
salariés et 99,3% de moins de 250 salariés → 87 ETI

Mais **une dynamique d'industrialisation enclenchée** : +6,7%
sur 10 ans, et un développement industriel qui « tracte » la
croissance régionale (+ 2,2% en 2023 vs + 0,7% en moyenne),
notamment dans la filière aéronautique, mais aussi l'énergie,
l'eau et la gestion des déchets.





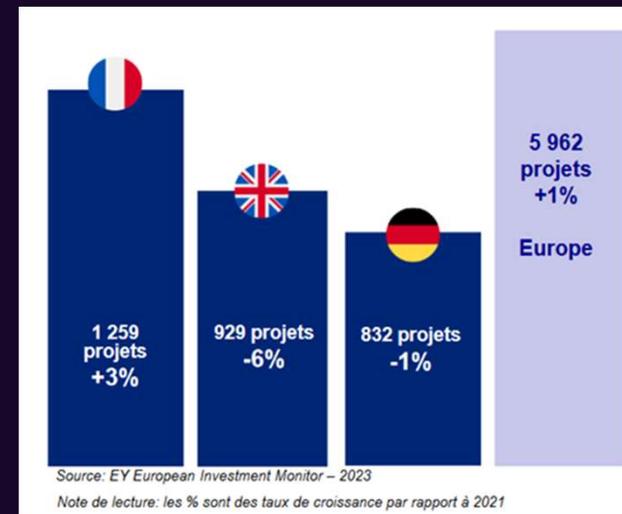
L'internationalisation de l'économie en Occitanie

51Mds Export, dont ½ aéronautique... (soit 25% du PIB « régional », légèrement supérieur à la moyenne nationale, 22%)

2023	export	import	solde
Occitanie	51,3 Md€	37,8 Md€	+13,5 Md€
France	607,3 Md€	706,9 Md€	-99,6 Md€

Attractivité de l'Occitanie en augmentation : en 2023, nombre record d'investissements étrangers → 136 projets décidés, traduisant l'efficacité de la stratégie visant à réindustrialiser et à rendre plus durable l'économie régionale.

Néanmoins, l'instabilité politique française ne rassure pas actuellement les investisseurs étrangers: la moitié des dirigeants d'entreprises à capitaux étrangers, interrogés par le dernier baromètre EY, estime que l'attractivité de la France s'est détériorée depuis six mois.





Perspectives économiques

Banque Mondiale

Europe : croissance de 3 % en 2024 et 2,9 % en 2025

Asie de l'Est et Pacifique : croissance de 4,8 % en 2024 et 4,2 % en 2025.

Amérique latine et Caraïbes : croissance de 1,8 % en 2024 avant de remonter à 2,7 % en 2025

Moyen-Orient et Afrique du Nord : croissance de 2,8 % en 2024, 4,2 % en 2025.

Asie du Sud : croissance de 6,2 % en 2024 et stabilité à ce rythme en 2025.

Afrique subsaharienne : croissance de 3,5 % en 2024, puis 3,9 % en 2025

USA (FMI) : + 2,5% en 2024



Perspectives

INSEE : Selon la première estimation des comptes nationaux publiée par l'Insee le 30 octobre, la croissance de l'activité accélère au 3e trimestre, à +0,4 % (après +0,2 % au 2e trimestre 2024). L'acquis de croissance pour 2024 au 3e trimestre 2024 s'établit à **+1,1 %**.

Banque de France (sept 24)

Recul de l'inflation engagé : après + 5,7 % en 2023, elle s'établirait à + 2,5 % en 2024 puis à + 1,5 % en 2025 en raison notamment de la baisse annoncée des prix de l'électricité, et resterait modérée en 2026 (+ 1,7 %).

Progression des salaires désormais plus rapide que les prix à la consommation → gains de pouvoir d'achat, et impact sur la consommation l'an prochain. Légère augmentation du taux de chômage en 2025, avant de reprendre sa décrue grâce à la reprise de l'activité pour s'établir à 7,3 % fin 2026. Croissance prévisionnelle 2025 : + 1,2%.

Ces projections sont entourées d'aléas importants. En premier lieu, l'incertitude politique actuelle en France fait peser un aléa sur les hypothèses de finances publiques et sur le comportement plus ou moins attentiste des entreprises et des ménages. En second lieu s'ajoutent les risques géopolitiques (guerre en Ukraine, situation au Proche-Orient, tensions commerciales, etc.) et leurs effets sur les prix des matières premières et le commerce international



Perspectives

OFCE (octobre 24)

En 2024, pour la France la croissance du PIB est tirée par le commerce extérieur et les dépenses publiques et atteindra 1,1 %. En 2025, la croissance est prévue à 0,8 %. L'incertitude politique intérieure devrait peser sur la croissance. L'impact des taux d'intérêt élevés pèsera encore sur la croissance en 2024 (-0,6 point de PIB), mais la baisse attendue des taux de la BCE en 2025 stimulerait l'économie en 2025 (+0,4 point).

En 2025, l'inflation se stabiliserait à 1,5 %, avec une contribution négative des prix de l'énergie. Le pouvoir d'achat des ménages repart à la hausse en 2024 mais baisserait légèrement à nouveau en 2025 malgré la baisse de l'inflation en raison de la contraction de l'emploi, du ralentissement de la croissance des prestations sociales, et des baisses des revenus du patrimoine.

L'investissement des entreprises reculerait malgré la baisse des taux conséquence d'une demande atone, de faillites élevées et de hausses de fiscalité dans un contexte politique incertain.



Perspectives

OFCE (octobre 24)

Sur le marché du travail, des pertes d'emploi et une hausse du chômage sont à venir en raison de la croissance faible, de la fermeture progressive du cycle de productivité et de la baisse des exonérations patronales. La politique de l'emploi devrait connaître des économies budgétaires, entraînant une réduction du nombre de bénéficiaires d'emplois aidés. La hausse du taux de chômage devrait atteindre 8,0 % fin 2025.

Du côté des finances publiques, en 2023, le déficit public français s'élevait à 5,5 % du PIB et devrait se creuser à 6,1 % en 2024, bien au-dessus des prévisions initiales. Les mesures budgétaires prévues pour 2025 amélioreraient le solde primaire structurel (hors mesures transitoires) de 1,2 point de PIB, mais le déficit resterait élevé à 5,3 % du PIB, avec une dette atteignant 115,1 % du PIB. Ainsi, le Projet de Loi de Finances (PLF) 2025 marque un tournant budgétaire avec un effort budgétaire primaire estimé à 44 milliards d'euros (1,5 % du PIB) réparti à 60%/40% entre recettes et dépenses publiques.



Les enjeux mis en avant par le Rapport DRAGHI

Le rapport de **Mario Draghi** sur la compétitivité a été remis à la Commission européenne le 9 septembre dernier. Ce rapport dresse un constat préoccupant sur la situation de la compétitivité en Europe, tout en proposant des mesures pour y faire face.

Un nouveau « industrial Deal » pour redresser l'industrie européenne en perte de vitesse

Le constat posé est simple : l'Europe est en perte de vitesse par rapport à la Chine ou aux Etats-Unis et son retard ne cesse de se creuser. Face à ce constat alarmant, le rapport propose 170 recommandations pour relancer la compétitivité et la croissance européennes, en se concentrant sur les trois axes suivants :

1. Rattraper le retard d'**innovation** accumulé vis-à-vis des Etats-Unis et de la Chine, notamment dans les technologies de pointe ;
2. Mettre en œuvre un plan de **décarbonation** et de **compétitivité**, qui allège le poids que font peser les prix de l'énergie sur l'industrie européenne ;
3. Renforcer la sécurité et **réduire les dépendances** dans un contexte géopolitique d'instabilité croissante.



Les enjeux mis en avant par le Rapport DRAGHI

Ce plan suppose un investissement européen supplémentaire évalué entre **750 à 800 milliards par an**, qui ne peut être envisagé qu'en faisant davantage levier sur les investissements publics pour mobiliser le capital privé.

Une des mesures phares de ce rapport, est la mise en œuvre d'un nouveau « Industrial Deal », déjà repris par la nouvelle présidente de la Commission européenne dans les mesures annoncées pour les 100 premiers jours de sa mandature. Il a pour objectif de débloquer les investissements, de créer des marchés pilotes pour les technologies propres et de mettre en place des conditions permettant le développement et la compétitivité des entreprises.

*Réactions &
Echanges avec la salle*

JALIL BENABDILLAH

VICE-PRESIDENT en charge de l'Economie,
Emploi, Innovation et Réindustrialisation

ALEXANDRE COULET

Président LEADER Occitanie



Table ronde



Face à ces défis et aux contraintes budgétaires, quelles réponses individuelles et collectives ?

Quelle évolution des priorités et des métiers pour répondre aux besoins des entreprises ?

Quels nouveaux partenariats possibles ?





RENCONTRE AVEC LES PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ
ET CLUSTERS D'ENTREPRISES D'OCCITANIE

Table ronde

1

Françoise NAUTON INGLIS
Présidente de Digital 113



2

Stéphane BOZZARELLI
Président de Cemater



3

Emmanuel LE BOUDER
Directeur Innovation du pôle
compétitivité Eurobiomed



4

Catherine POMMIER
Directrice Innovation d'Ad'occ





RENCONTRE AVEC LES PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ
ET CLUSTERS D'ENTREPRISES D'OCCITANIE



Jalil BENABDILLAH

VICE-PRESIDENT en charge de
l'Économie, Emploi, Innovation
et Réindustrialisation



MERCI

*Rencontre avec les pôles de compétitivité
et clusters d'entreprises d'Occitanie*

